

La Violence des riches

Michel Pinçon
et Monique Pinçon-Charlot

Zones, septembre 2013

251 pages, 17€

«*There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war, and we're winning.*» («*Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner.*»)

(Warren Buffet)

Inlassablement, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, au travers de leurs recherches successives, passent les « riches » au crible de la déconstruction systématique, mobilisant le matériel théorique de l'école sociologique de Pierre Bourdieu dans l'exploration de mondes, d'individus et de groupes généralement coutumiers de la discrétion, quand ce n'est pas de la dissimulation. Et comme l'indique le titre de l'ouvrage, c'est bien de violence dont il est ici question.

En effet, une première partie de l'ouvrage jette une lumière crue sur la prédation économique à l'œuvre à l'échelle de bassins d'emplois, de secteurs entiers de la production nationale ou bien sur les pratiques délinquantes – et impunies... – des classes dominantes. La démonstration est sans concession, les encadrés bien informés qui l'illustrent témoignent du sérieux du propos, et devraient décourager toute velléité de le discréditer au motif de sa forte supposée connotation idéologique. Sont ainsi dénoncés les situations de « deux poids, deux mesures », qui voient blanchir le délinquant financier et criminaliser et condamner sévèrement le syndicaliste ou le salarié devenu nouveau terroriste ou ennemi de l'intérieur.

Si les riches du précédent Président et leurs pratiques et privilèges sont ainsi nominalement désignés et leurs pratiques



encore une fois découvertes et autopsiées, une partie de la gauche aujourd'hui aux commandes est, elle aussi, l'objet de toutes les attentions de notre couple de sociologues. Ainsi, les membres de ce que les auteurs désignent comme une « deuxième droite » adepte du bourgeoisisme, membres actifs du « club des doués » et bénéficiant de la solidarité des dominants ne sont pas oubliés, et leurs stratégies et comportements exposés en détail... Mais comment expliquer qu'une telle injustice, une telle atteinte aux droits et aux principes d'égalité sociale et de dignité puissent ne pas provoquer de réactions violentes et passer même pour « naturelles » ? La deuxième partie de l'ouvrage s'attache à mettre à jour ce mécanisme de « violence symbolique », qui amène à ce que le dominé ait absorbé et raisonne alors avec les catégories mentales et morales du dominant... au grand bénéfice de ce dernier ! Cette dernière partie de l'ouvrage s'avère la plus instructive, tant le travail de construction théorique demeure indispensable et précieux, dans une société saturée de violence sociale, aliénante sous ses oripeaux de vérités de « bon sens » et d'évidence.

Jean-François Mignard,
rédacteur en chef d'H&L



La Révolte de la prison de Nancy

Philippe Artières (dir.)

Le Point du jour, mai 2013

156 pages, 29€

La Révolte de la prison de Nancy est avant tout un livre de photographies et d'images. C'est aussi un bel ouvrage. Ce parti pris de laisser la part belle au « visuel » n'est bien entendu pas fortuit. L'historien Philippe Artières l'explique en introduction : la prison « n'est pas une institution sans images. Au contraire, elle n'a cessé d'être photographiée dès le

milieu du XIX^e siècle ; [...] parfois on aperçoit le dos d'une religieuse, la main d'un prisonnier, mais ce sont bien la grille, la porte, l'ogive qui constituent le sujet du cliché. La prison photographiée est donc déserte. [...] »

Les années 1970 marquent un tournant. Une succession de révoltes dans les prisons, dont celle de Nancy, est emblématique, fonde « l'entrée en acte » des prisonniers, qui fait événement et alimente le débat public. « Alors que la prison s'était employée à fabriquer la figure du "délinquant", des hommes se font voir et entendre. Ils nous ressemblent. Ils aspirent à vivre, à avoir des droits, à pouvoir se défendre. » La Cause du Peuple, qui avait alors fusionné avec *J'accuse*, titre « Les prisonniers insurgés nous appellent ! ». Avec le Groupe d'information sur les prisons (Gip), fondé notamment par Michel Foucault, l'objectif est avant tout de riposter aux discours officiels, en élargissant et en politisant le débat : « Ainsi devenaient solidaires les figures du mutin, du jeune ouvrier ou de l'étudiant révoltés et du fedayin palestinien. Le récit de la révolte de Nancy insistait sur les échanges entre la foule massée dans la rue et les prisonniers sur les toits : la mutinerie comme moment d'unification du dedans et du dehors. »

Le livre donne à voir de nombreuses photographies de l'événement. Il reproduit plusieurs archives, notamment celles de la conférence de presse « sauvage » du Gip, où Sartre et Foucault prirent successivement la parole. Figurent également nombre de procès-verbaux de l'enquête judiciaire, puis du procès qui s'est tenu au cours de l'été 1972, où six mutins comparaissaient, défendus par Albert Naud et Henri Leclerc.

Pour prolonger le débat et pérenniser l'événement, une pièce fut montée par le Gip et la troupe du Théâtre du soleil d'Ariane Mnouchkine.

De cet activisme passé, le livre est un témoignage. Il est aussi une interpellation. Certes, la prison s'est profondément réformée en quarante ans, mais les revendications portant sur l'indignité des conditions de vie, la reconnaissance des droits des personnes détenues, en tant qu'individus mais aussi collectivement, sont loin d'être obsolètes. Le combat passé conserve sa pertinence ; il doit retrouver aujourd'hui une dimension politique et éthique, en termes de choix de société.

Stéphanie Calvo,
groupe de travail LDH
« Prisons - privations de liberté »

Jaurès, 1859-1914

Vincent Duclert

Autrement, septembre 2013
285 pages, 21€

Assassiné le 31 juillet 1914 à la veille de la Première Guerre mondiale dont il a tenté jusqu'au bout d'empêcher le déclenchement, Jaurès a marqué ses contemporains comme les générations suivantes d'une empreinte sans équivalent. S'il n'a exercé aucun pouvoir gouvernemental, il a incarné une forme exceptionnelle d'engagement en faveur de la justice sociale et de la morale en politique. Le livre de Vincent Duclert s'attache non seulement à reconstituer l'histoire de l'homme, mais aussi à mesurer les traces importantes de son legs dans ces domaines. Il se place dans le prolongement du travail de Madeleine Rebérioux qui, dans les années 1950, encore jeune enseignante communiste, mais non orthodoxe, confrontée aux égarements de la gauche française d'alors, décida de se plonger éperdument, en historienne, dans l'étude de Jaurès et créa en 1959, avec Ernest Labrousse, la Société d'études jaurésiennes. Le livre souligne à juste titre l'importance et la permanence des images de Jaurès,

à commencer par les photographies du grand rassemblement du Pré-Saint-Gervais du 25 mai 1913, dans la postérité de son action. Et aussi le rôle de la LDH dans la mémoire de sa pensée complexe, depuis l'allocution de son président, Ferdinand Buisson, lors de ses obsèques le 4 août 1914, jusqu'à celle de son président Victor Basch lors de sa panthéonisation en novembre 1924, violemment attaquée par l'Action française et aussi par *L'Humanité* de l'époque, qui n'a pas hésité à la dénoncer comme un « deuxième assassinat ». Sur le Café du croissant où il a été tué, témoigne encore aujourd'hui la plaque de marbre apposée par la LDH le 31 juillet 1923, lors du rassemblement pour préparer ce dernier événement.

Vincent Duclert rappelle que M. Rebérioux, après avoir publié en 1959, aux Editions sociales, un ouvrage de textes choisis de Jaurès, *Contre la guerre et la politique coloniale*, lui a consacré en 1994 un grand livre au petit format (col. « Découvertes » de Gallimard), *Jaurès, la parole et l'acte*, tout en conduisant l'important travail collectif d'édition de ses œuvres choisies aux éditions Fayard, que poursuit aujourd'hui Gilles Candar et dont le septième volume vient de paraître.

L'ouvrage montre bien que Jaurès s'est attaché, dans ses livres, dans ses discours comme dans ses articles, à donner corps à l'idée de « démocratie républicaine ». Républicain devenu socialiste, il est non seulement un modèle d'homme de gauche, intellectuel et militant socialiste, mais une référence et un exemple en matière d'engagement politique. Il ne cesse de faire réfléchir non seulement aux grands enjeux de la gauche et de sa morale, mais aussi à ceux de la République, de la nation et de l'humanité.

Gilles Manceron



La Banlieue du « 20 heures »

Jérôme Berthaut

Agone, octobre 2013

430 pages, 23€

Si nous ne manquons pas, depuis quelques années, d'une littérature développant une analyse critique générale de la télévision, de ses productions, de ses acteurs, faisant quelquefois côtoyer le meilleur et, disons, le moins bon, la lecture de cet ouvrage ouvre une porte originale sur ce médium.

Originale, car elle se centre sur le rapport entre deux objets souvent considérés séparément, tendant à devenir le quotidien et le passage obligé de la consommation télévisuelle prise dans une « fait-divertissement » constante de l'information : la « banlieue » et le « 20 heures ». Singulière également quant à son approche, et son sous-titre « *Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique* » annonce la couleur. Il s'agit là de se décentrer d'une analyse surplombante d'un produit médiatique achevé, comme cela est souvent le cas, et s'attacher à un éclairage sur les conditions matérielles de réalisation, sur les « manières de faire » et la « raison pratique » qui guident les acteurs/agents de ce produit que constitue la séquence « banlieue », récurrente à certaines périodes, du journal télévisé (en l'occurrence celui de France 2).

L'ethnographe, observateur/participant au titre de stagiaire à la rédaction du journal, observe et relate la prégnance progressive de la dynamique concurrentielle à l'œuvre au cœur même du service public d'information, qui amène ses acteurs à devoir toujours « aller vite », « donner à voir » et « être le premier ». Ils sont alors confrontés à la fois à une « banlieue » qui leur est souvent étrangère, et considérée à tort ou à raison comme hostile, et à la commande pressante d'une hiérarchie sou-

